

Les monnaies locales pour une société de postcroissance

Christoph B. Stamm

Number 815, Winter 2021–2022

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/97430ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Stamm, C. B. (2021). Les monnaies locales pour une société de postcroissance. *Relations*, (815), 45–48.



Le BLÉ, une monnaie locale en circulation à Québec.
Photo : MLC-Québec

La création des monnaies locales témoigne à la fois de la volonté de trouver des leviers pour réencastrer l'économie dans le social et du constat que des réformes du système monétaire et financier dominant sont hors de portée des personnes qui désirent réellement les mettre en branle.

LES MONNAIES LOCALES POUR UNE SOCIÉTÉ DE POSTCROISSANCE

Les monnaies locales gagnent à être connues et développées, car elles peuvent servir de levier pour la transition socioécologique. On peut les voir comme des utopies réelles dans le sens où les groupes qui les mettent en place, dans le monde d'aujourd'hui, créent des institutions sociales pour le monde de demain.

...

Christoph B. Stamm

L'auteur, sociologue, est chargé de cours à l'Université de Montréal et membre de la Chaire de recherche sur la transition écologique de l'UQAM

Depuis quelques années, on observe une importante dynamique de création de monnaies locales citoyennes en Belgique, en Suisse et en France, un pays où il y a aujourd'hui environ 80 monnaies locales en circulation. Le phénomène a aussi gagné le Québec, en particulier dans la capitale nationale, qui compte une des initiatives les plus abouties en la matière : le BLÉ. Lancé en 2018 par l'association Monnaie locale complémentaire-Québec, plus de 50 commerces font aujourd'hui partie de son réseau. Mais qu'est-ce qu'une monnaie locale exactement ?

Les monnaies locales sont des moyens de paiement alternatifs ou complémentaires qui circulent dans un territoire relativement restreint parmi un réseau d'adhérents et d'adhérentes. Tout dépendant de qui les initie, elles visent différents objectifs, parfois difficilement compatibles : sauver les commerces locaux, dynamiser l'économie régionale en accélérant les flux monétaires, lutter contre la thésaurisation de la monnaie avec une monnaie qui perd de sa valeur au fil du temps (monnaie fondante), soutenir l'économie réelle en freinant la spéculation, etc. On peut aussi viser à se réapproprier la monnaie, à réduire les distances parcourues par les marchandises, à créer des liens, à accroître la solidarité et à augmenter la résilience des communautés, ou encore à renforcer le sentiment d'appartenance à une région. Les monnaies locales servent, en outre, de vecteur pour sensibiliser la population à ces enjeux.

Un effet positif sur l'économie régionale

Si les monnaies locales peuvent donc poursuivre différentes finalités, elles visent souvent à promouvoir une activité économique régionale et à servir de levier pour la transition socioécologique qui s'impose dans nos sociétés en raison des crises climatique et écologique. On parle de *monnaies alternatives* dans le sens où elles constituent un moyen de paiement alternatif

et qu'elles portent souvent un projet sociétal alternatif aux systèmes monétaires dominants. Elles sont aussi appelées *monnaies complémentaires* pour indiquer leur complémentarité avec les monnaies nationales. Lorsqu'elles sont créées et gérées par des regroupements de citoyens et de citoyennes et non par des entités politiques ou des associations commerciales, il est question de *monnaies locales citoyennes*. La majorité des monnaies locales créées récemment sont initiées par des associations proches de l'économie sociale et du mouvement vert.

S'il existe différents modes de création monétaire, les personnes ou entités qui mettent en place une monnaie locale procèdent majoritairement en convertissant la monnaie nationale à un taux de 1 pour 1. Dans l'objectif d'inspirer la confiance et de créer de la légitimité auprès des utilisateurs et utilisatrices, la monnaie nationale ainsi obtenue est déposée sur un compte en banque pour une éventuelle reconversion. La monnaie créée est habituellement émise sous la forme de billets de papier et aussi, de plus en plus souvent, sous forme électronique. Une monnaie non convertible serait toutefois plus intéressante, car plus autonome de la monnaie nationale et permettant une réelle création monétaire. Elle pourrait être garantie par des promesses de biens et de services venant des producteurs en plus d'être mise en circulation par ces derniers. Mais pour diverses raisons, il est rare que ce mécanisme soit choisi.

La logique potentiellement transformatrice d'une monnaie locale n'est pas à négliger. En effet, puisqu'une telle monnaie peut uniquement circuler à l'intérieur du périmètre restreint d'une région définie, les fuites monétaires à l'extérieur de cette région sont limitées. L'activité économique régionale se trouve ainsi renforcée. Les circuits courts sont également favorisés, notamment dans le domaine de l'alimentation. Les personnes qui utilisent une monnaie locale obligent les commerces et les entreprises qui l'acceptent à la faire circuler en l'utilisant à leur tour à l'intérieur du périmètre désigné. Ces derniers peuvent payer leurs fournisseurs, une partie des salaires ou encore certaines taxes en monnaie locale, si leur municipalité participe au réseau. Dans le cas des monnaies locales convertibles, il importe de faire en sorte que la monnaie locale émise ne soit pas immédiatement échangée en monnaie nationale, ce qui l'apparenterait à des bons d'achat, tels que ceux créés dans plusieurs villes au Québec afin de soutenir l'achat local pendant la pandémie de COVID-19¹. C'est la raison pour laquelle les associations monétaires posent souvent une entrave à la reconversion, qui prend habituellement la forme de frais de 3 % à 5 % imposés sur la somme reconvertie en monnaie nationale. Les monnaies non convertibles sont plus contraignantes à cet égard. La question de la reconversion ne se pose pas, mais la participation au circuit monétaire peut paraître plus risquée.

Un outil pour une société de postcroissance

Parmi les monnaies locales en circulation aujourd'hui, plusieurs s'inscrivent dans le courant d'une transition socioécologique. Les associations émettrices visent à démocratiser l'économie par une réappropriation citoyenne de la monnaie, à promouvoir une économie de proximité équitable et à favoriser des activités économiques à faible impact écologique. La monnaie locale est également vue comme un moyen de fédérer les agriculteurs biologiques de proximité, les acteurs de l'économie sociale et solidaire et les artisans. Les organisations et entreprises qui adhèrent à ces « monnaies de transition » s'engagent habituellement à respecter une charte de valeurs allant dans ce sens. Par ailleurs, la monnaie nationale obtenue lors du nantissement peut être investie dans des initiatives qui correspondent aux valeurs portées par les participants d'un réseau. On peut penser à des crédits sans intérêts pour les organisations membres ou encore à des projets locaux de production d'électricité à faible impact environnemental. La monnaie locale peut également être combinée avec un crédit mutualisé interorganisationnel. En bref, l'objectif est de contribuer au réencastrement de l'économie dans le social et dans l'environnement biophysique. Ce dernier processus favorise la préservation de la biodiversité et une forte réduction de la consommation d'énergie et de matière. Selon les tenants du développement durable, cette réduction est possible tout en augmentant la taille de l'économie (la promesse d'un découplage absolu entre la croissance économique et le métabolisme social). Cependant, une telle « croissance verte » relève du mirage.

La perspective de la postcroissance est plus pertinente, voire plus réaliste, car elle abandonne l'objectif d'une croissance infinie encore vue comme possible et souhaitable. Elle intègre les limites biophysiques, pose des objectifs alternatifs, tels que l'équité et l'autonomie, et esquisse des voies à suivre. Dans ce sens, les initiatives de transition socioécologique doivent tendre vers une société de postcroissance si elles veulent apporter des solutions viables.

Pour esquisser la place des monnaies locales dans une telle perspective, il faut être particulièrement attentif à certaines des qualités qu'on leur prête, comme celles d'augmenter la circulation monétaire et de faire croître l'économie locale. Tout d'abord, la monnaie sera amenée à jouer un rôle moins important dans une économie de postcroissance. Le travail réalisé en échange d'une contrepartie monétaire s'y trouvera réduit (on parle alors de réduction du temps de travail) et partiellement remplacé par des activités de subsistance individuelles et collectives telles que l'autoproduction, la réparation, l'éducation ainsi que les usages communs de certains biens, espaces et terres agricoles. Ces activités, situées à une échelle locale, incluent des activités de reproduction sociale (soins, éducation) et devraient être partagées de manière égalitaire. Les monnaies



Employée d'un commerce de Québec où une monnaie locale – le dollar solidaire – est utilisée. Photo : MLC-Québec

alternatives du type système d'échange de proximité et les monnaies basées sur le temps pourraient être utilisées dans le cadre de ces activités. La particularité de ces dernières est de valoriser chaque service fourni de façon égale. Au Québec, les Accorderies sont un exemple d'organisme qui utilise une monnaie-temps pour comptabiliser l'échange de services entre membres individuels. Un style de vie plus sobre, sur le plan de la mobilité, des loisirs et de l'habitation, notamment, diminue également la nécessité de l'échange marchand.

À l'échelle régionale, l'approfondissement du réseau d'une monnaie de transition doit aller de pair avec une démocratisation des autres domaines de l'économie. Cependant, une économie régionale renforcée ne doit pas *s'additionner* à la dynamique nationale ou internationale. Elle doit plutôt *remplacer* une partie des flux économiques nationaux ou internationaux, notamment liés au fait qu'aujourd'hui, les pays nantis ont tendance à délocaliser des activités industrielles et agricoles très polluantes vers d'autres pays. À l'opposé, la régionalisation visée pourrait réduire les effets négatifs d'une activité sur l'environnement, plutôt que de les externaliser vers d'autres territoires. Par ailleurs, du moment que ces effets néfastes se rapprochent des citoyens et des citoyennes, on peut penser qu'ils et elles seront beaucoup plus actifs pour y remédier. Par ricochet, cela réduirait l'exploitation et la destruction dans le Sud global et dans des régions aujourd'hui appelées « périphériques », permettant de penser des formes de démondialisation solidaire².

En outre, parce que certaines activités économiques ne peuvent tout simplement pas être régionalisées, même si elles devraient également être organisées selon une perspective de postcroissance, l'idée émerge de créer une monnaie internationale qui serait adossée à la capacité de régénération des écosystèmes — et dont la création serait ainsi limitée. Cela reste cependant fort improbable pour le moment et, en attendant,

la création monétaire actuelle ne répond à aucun critère de soutenabilité.

Des défis de conception

Dans le travail de conception d'une monnaie de transition, au moins cinq grands enjeux se posent. Il y a d'abord la difficile détermination de la taille optimale du territoire et du bassin de population ciblé. Les monnaies locales en France visent des populations se situant entre 10 000 et plusieurs millions d'habitants. L'Eusko, par exemple, la monnaie dont la circulation est la plus importante, couvre un bassin de 300 000 habitants dans le pays basque français. La taille du territoire doit être suffisamment grande pour permettre la relocalisation d'activités économiques à une échelle régionale. Mis à part de nombreux services et activités artisanales, ce sont les circuits de l'alimentation (du blé au pain par exemple) qu'on devrait pouvoir régionaliser. Dans une région agricole, le bassin de population d'une monnaie pourrait être relativement restreint, mais la situation est plus compliquée dans les grandes régions très urbanisées.

Un deuxième aspect clé est celui du choix des prestataires (les producteurs de biens et de services) qui font partie de la communauté de paiement. Veut-on faire de la monnaie un outil pour mieux mettre en réseau les prestataires qui se trouvent déjà dans une démarche axée sur la postcroissance ou cherche-t-on également à y intégrer des acteurs plus conventionnels? Un troisième enjeu est la question de l'utilisation, car si de plus en plus de personnes partagent les valeurs portées par les monnaies de transition, il y a un pas supplémentaire à franchir pour les utiliser au quotidien et dans la durée. Des incitatifs peuvent aider : dans le cas des monnaies convertibles, les associations émettrices peuvent encourager l'utilisation en offrant des rabais modestes lors de la conversion, ou en offrant la possibilité de convertir

périodiquement et de façon automatisée un certain montant de monnaie nationale en monnaie locale.

Ensuite, il y a l'enjeu de la participation des municipalités et des entités politiques locales. Les associations de monnaies locales peuvent chercher à obtenir leur soutien de différentes façons, tout en tentant d'éviter d'être soumises à une trop grande influence. L'adoption de la monnaie locale pour différents paiements (billets d'entrée, taxes, transports en commun, etc.) constitue un premier niveau d'engagement de la part des autorités locales qui va au-delà d'un soutien symbolique. Elles peuvent aussi s'en servir pour payer différents fournisseurs. Un deuxième niveau d'engagement serait qu'elles se mettent à verser une partie des subventions et même des salaires en monnaie locale. Dans le cadre d'un plan visant à atténuer les conséquences de la pandémie sur le tissu économique local par exemple, les municipalités et régions pourraient proposer un rabais sur le taux de conversion de la monnaie nationale en monnaie locale.

Finalement, un des défis importants est celui de la pérennisation de l'association créatrice d'une telle monnaie. L'organisation d'un réseau monétaire dynamique demande un engagement soutenu dans la durée, réalisé le plus souvent par des personnes bénévoles. Il est quelque peu ironique que les créatrices et

créateurs de monnaie puissent manquer de ressources, mais le risque d'abandon et d'épuisement peut les toucher, tout comme les militantes et les militants d'autres initiatives de transition. Pour pallier ce problème, on pourrait entre autres revendiquer que l'État offre des bourses pour les actrices et les acteurs de la transition socioécologique ou songer à mettre en place un service civique de transition écologique d'une durée de six mois à une année pour les jeunes adultes.

La création des monnaies locales témoigne à la fois de la volonté de trouver des leviers pour réencastrier l'économie dans le social et du constat que des réformes du système monétaire et financier dominant sont hors de portée des personnes qui désirent réellement les mettre en branle. Ces initiatives font partie d'une vaste mosaïque de mouvements et de collectifs qui expérimentent une diversité de pratiques de transition socioécologique, fournissant un apport original à la réflexion et à la pratique des alternatives monétaires. ■

1— Par exemple la campagne « Ça va bien acheter à Drummondville », lancée par la Société de développement économique de Drummondville ou la campagne « Je choisis CDN », organisée par la Société de développement commercial Côte-des-Neiges.

2— Voir le dossier « Pour une démondialisation heureuse », *Relations*, n° 793, novembre-décembre 2017.



91,3 FM
MONTRÉAL

100,3 FM
SHERBROOKE

89,9 FM
TROIS-RIVIÈRES

89,3 FM
VICTORIAVILLE

104,1 FM
RIMOUSKI

RADIOVM.COM